déplacer, sous peine d'amendes assez élevées. Cette taxe d'octroi ne donnera qu'un produit minime, eu égard à la gêne qu'elle causera aux assujettis. Je voterai contre les conclusions du rapport.

Les conclusions de la Commission sont mises aux voix et adoptées.

**Le même Rapporteur :**

Casernement de la brigade de gendarmerie de Saint-Etienne-de-Montluc.

« MESSIEURS,

» M. le Commandant de la Gendarmerie du département de la Loire-Inférieure expose de nouveau les inconvénients de la caserne de gendarmerie de Saint-Etienne-de-Montluc. Il demande, avec instance, qu'une décision soit prise à cet égard.

» L'année dernière, les propositions suivantes avaient été faites : d'une part, achat d'un terrain à raison de 9,000 fr., et construction d'une caserne aux frais du département. La dépense totale était évaluée, par M. l'Architecte départemental, à 45,000 fr.

» D'autre part, la construction de la caserne par un propriétaire, M. Roussel, moyennant un prix de location annuel de 2,250 fr. et un bail de 30 ans.

» En raison du prix élevé du loyer demandé, le Conseil général, dans sa séance du 23 août, avait décidé la construction d'une caserne par le département. Mais, le temps faisant défaut pour la construction, le Conseil général s'est décidé à renouveler provisoirement le bail actuel pour 3 ans, au prix annuel de 1,500 fr.

» Aujourd'hui, deux nouvelles propositions sont présentées par M. Guilbaudeau, entrepreneur à Bouaye.

» La première comporte une construction neuve sur un terrain de 25 ares, moyennant un prix annuel de location de 1,975 fr. et un bail de 25 ans.

» La seconde comporte aussi une construction neuve, mais sur un autre terrain voisin du premier. Il est plus étendu, comprend 30 ares, et le prix de location serait réduit à 1,925 fr.

» De ces deux propositions, la seconde est incontestablement la meilleure.

» Si elle ne paraît pas devoir être adoptée, à

© Département de Loire-Atlantique

raison du prix élevé de location, et si le Conseil préfère construire pour le compte du département, il y aurait lieu alors d'acquérir un terrain de 27 ares, pour un prix total de 7,100 fr. Telles sont les indications du Commandant de gendarmerie. S'il s'agit réellement de 27 ares, l'arithmétique indique que le prix, à 3 fr. le mètre, atteindrait 8,100 fr. et non 7,100 fr. Si l'on y ajoute 36,000 fr. pour la construction, la caserne reviendrait à 43,100 fr.

» Votre Commission des Affaires diverses ne saurait vous recommander cette solution qu'elle regarde comme onéreuse pour les finances. Quand le Conseil général s'est décidé à bâtir la caserne de gendarmerie de Sautron, la commune offrait de céder gratuitement au département le terrain nécessaire à la construction. Ici, rien de semblable, le prix du terrain est fort élevé (3 fr. le mètre carré), et il ne parait pas que l'intérêt de la bonne gestion des finances départementales conseille cet achat.

» Votre Commission des Affaires diverses vous propose donc d'accepter la deuxième proposition du sieur Guilbaudeau. » — Adopté.

M. le Mis de la Ferronnays prend place au fauteuil de la présidence.

Caserne de gendarmerie de Saint-Gildas-des-Bois. — Offre de vente.

**Le même Rapporteur** :

« MESSIEURS,

» M. Métois, propriétaire de la caserne de gendarmerie de Saint-Gildas-des-Bois, offre de vendre cette caserne à l'Etat, moyennant la somme de 18,000 fr.

» Le bail actuel, consenti pour 20 années à partir de 1901, est de 1,150 fr. par an.

» M. l'Architecte départemental a adressé un rapport à M. le Préfet, où il conclut que le prix d'achat demandé est trop élevé pour un immeuble auquel il y aurait lieu de faire pour 5 ou 6,000 fr. de réparations.

» M. le Commandant de gendamerie du département reconnaît que l'immeuble est bien situé et approprié à sa destination. Il ne croit pas que son acquisition soit avantageuse

© Département de Loire-Atlantique